

Electricité – les prix de marché sont trompeurs ; parlons des coûts

Le marché de l'électricité a été créé pour utiliser au mieux à chaque instant le potentiel de production et de stockage d'électricité *tel qu'il existe*. Pour cela il fonctionne fort bien. Il fallait donner un ordre de priorité entre les différents moyens. Il aurait suffi pour cela que chacun annonce un nombre sans dimension. Avoir décidé que ce serait un nombre d'euros - en général , mais pas toujours, le coût marginal de production - c'est à partir de là que tout dérape, car de ce marché sort un prix, dont on abuse.

La politique de l'électricité a pour but, entre autres, de minimiser, *non pas les prix*, mais les dépenses ; non pas les dépenses de l'heure ou du jour, ni même de l'année mais les dépenses sur les décennies à venir, c'est-à dire *les coûts complets*. Or, *prix de marché et coûts n'ont rien à voir*. Qu'on en juge

Cette note a été rédigée en utilisant un logiciel de simulation du marché, SimeSP4.

Si l'on double la capacité photovoltaïque, le prix de marché diminue et le coût augmente. Si, en 2024, l'exportation de nucléaire avait été libre, les prix auraient été supérieurs de 50 % et les coûts (réduction faite des exportations) auraient été moindres ; mais dans quinze ans ce sera l'inverse car, dans les pays voisins, éolien et photovoltaïque auront abaissé les prix (et haussé les coûts).

La simulation du marché montre bien des choses encore. Par exemple, avec les données de l'année 2024, un doublement du prix du gaz aurait élevé les prix de 30 €/MWh et les coûts de 6 €/MWh seulement. Une consommation supérieure de 10% aurait élevé le prix de 21,4 €/MWh et le coût de...0,6 €/MWh.

Au fond, ce n'est pas le prix qui nous intéresse, c'est le coût, que nous aurons à financer d'une façon ou de l'autre. Certes, les sautes de prix du marché d'une heure à l'autre, et même d'une année à l'autre intéressent fort les traders et les spéculateurs.

Le marché intéresse aussi beaucoup **une vision politique qui veut diminuer l'intervention de l'Etat**. On a créé un marché, on a un prix, donc il est sacré. Même la CRE, chargée de proposer un tarif réglementé de l'électricité, le calcule à partir des « prix de marché ». C'est ahurissant ! On aura beau imaginer toutes sortes de combinaisons (ce que j'ai fait, avec ce simulateur), le prix de marché ne reflètera jamais de manière durable et fiable le coût d'un parc de production adapté à la demande.

Mais, dira-t-on, le marché contribue au financement des moyens de production

Sans doute mais seulement de façon aléatoire, parfois excessive, le plus souvent très insuffisante. De toute façon, quel que soit le prix de marché, le financement de l'éolien et du photovoltaïque est assuré par un « contrat pour différence » selon lequel l'Etat, chaque année, verse ou prélève la différence entre les recettes et les dépenses telles qu'elles figurent dans le contrat entre l'Etat et le producteur. Quant au nucléaire, on a inventé une formule encore imprécise telle que l'Etat prélève une partie des recettes lorsque le prix de marché est haut et ne garantit rien lorsque le prix est bas.

Mais, dira-t-on aussi, le prix de marché oriente la consommation

Certes, les variations su prix incitent les consommateurs à réduire leur consommation lorsqu'il faut faire fonctionner les turbines à gaz ou les groupes électrogènes ; mais seulement dans la mesure où cela leur est possible. Et il y a d'autres moyens, sans ces violentes et imprévisibles variations : comme l'avait fait Marcel Boiteux, une tarification qui imite ce que donnerait un marché parfait tout en sachant qu'un tel marché, pour l'électricité, ne peut pas exister : les tarifications jaunes, vertes, qui ont disparu - et bleu, avec les heures pleines et creuses qu'il convient d'adapter ; avec aussi le tarif Tempo, qu'il faudrait revivifier.

Pour gérer le système électrique, on n'avait sans doute pas besoin d'un marché de l'électricité ; il existe. Il en sort un prix. L'usage qui est fait du prix de marché hors du domaine où il est utile le rend trompeur. Que la politique publique se borne donc à constater ce prix, qu'elle programme les investissements, assure leur financement et fixe un tarif public qui finance les coûts complets et oriente efficacement la consommation ; que l'on cesse de parler des prix de marché ; que l'on parle des coûts !

Ici : www.hprevot.fr/SimeSP4.html , deux études : réplique de 2024 et variantes ; simulation de 2035 ; et une description du mode de fonctionnement du logiciel SimelSP4 : tout ce qui est écrit ici se démontre.